Zeitschrift: L'Afrique explorée et civilisée
Band: 11 (1890)
Heft: 3

Artikel: Livingstone et le conflit anglo-portugais
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-133881

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

où l'esclavage conserve le caractère d'institution légale, les chefs des postes, colonnes ou croisières pourront accueillir les réclamations éventuelles des maîtres autres que les négriers de profession et leur accorder une indemnité ou compensation.

M. Zachrissen, président de la **Société anti-esclavagiste suédoise,** entreprend une expédition dans l'Afrique centrale. Elle doit se mettre en route au mois de mai prochain et se dirigera de Mozambique vers le nord-est du lac Tanganyika, dans la direction de Oudjidji, et, de là, vers le Victoria-Nyanza. Le but de l'expédition est d'établir entre Oudjidji et le Victoria-Nyanza des stations pour empêcher la traite dans ces régions. M. Zachrissen sera accompagné d'une centaine d'ouvriers suédois, et il compte engager à Mozambique une troupe de quinze cents indigènes armés pour mener à bonne fin son expédition. Le gouvernement suédois ne donne à M. Zachrissen aucune subvention; les frais de l'expédition, qui sont estimés à 500,000 marcs, sont déjà couverts à moitié par des souscriptions faites en Suède, en Belgique et aux États-Unis.

LIVINGSTONE ET LE CONFLIT ANGLO-PORTUGAIS

Le nom de Livingstone a été souvent invoqué à l'appui des prétentions anglaises sur le pays des Ma-Kololo, dans la région du Chiré et du Nyassa, à l'occasion duquel a éclaté le conflit entre l'Angleterre et le Portugal. Les journaux anglais de toutes les nuances, les publications missionnaires de la Grande-Bretagne, de la France et de la Suisse se servent de la gloire de ce grand initiateur de l'exploration moderne du continent africain, pour donner une apparence de raison à l'intervention malheureuse des délégués des Sociétés missionnaires écossaises et de la Société commerciale des Lacs africains, également écossaise, dans les négociations diplomatiques entre les cabinets de Londres et de Lisbonne, cause réelle de ce conflit. « Avant Livingstone, » d'après eux, « rien n'a été fait dans cette partie de l'Afrique au point de vue de l'exploration et de la civilisation! Jusqu'en 1885, aucun explorateur portugais ne s'est dirigé vers le Nyassa [1]! C'est lui qui a découvert ce

[1] Dans son numéro du 16 février, le *Journal de Genève* publie une correspondance anonyme, dans laquelle, sous prétexte de ne pas laisser les Portugais et leurs amis éditer la légende d'après laquelle le lac Ngami aurait été découvert

lac! Le territoire en litige est appelé le pays de Livingstone! Les Ma-Kololo qui l'habitent y ont été établis par lui! Les victimes tombées sous le feu meurtrier des canons de Serpa Pinto sont les vieux amis du grand voyageur missionnaire, et le sol arrosé de leur sang est consacré par les travaux de Livingstone [1]! »

C'est également au souvenir de cet apôtre de l'Afrique que se rattachent les premiers établissements missionnaires de cette région, à Blantyre et à Livingstonia, origine de tous les autres, ainsi que ceux des stations commerciales écossaises. Les orateurs qui, dans le Parlement d'Angleterre, prennent la parole sur le conflit anglo-portugais, lui font honneur de la découverte du Nyassa et de l'installation des Ma-Kololo dans les districts du Chiré. En un mot, le nom de Livingstone est un de ceux qui ne peuvent être prononcés sans que les auditeurs s'inclinent avec respect, persuadés que ceux qui l'emploient ne peuvent ni en abuser, ni se tromper.

Et pourtant, nous craignons beaucoup que la gloire de Livingstone ne diminue par suite de l'emploi abusif que font de son nom les fauteurs du conflit actuel. Se sont-ils demandé ce que penserait de leurs procédés celui qu'ils prétendent honorer? Nous nous le sommes demandé, par respect pour sa mémoire; et, afin de faire ce qui est en notre pouvoir pour tâcher de la conserver pure des taches par lesquelles ceux qui se réclament de lui pourraient la ternir, nous voulons rappeler ce qu'il dit lui-même de son passage dans ce pays que les Anglais et la presse politique et religieuse appellent le territoire des Ma-Kololo, le pays de Livingstone.

Nos lecteurs se souviennent qu'après avoir fait une première traversée de l'Afrique, de Kourouman à St-Paul de Loanda, Livingstone en entreprit une seconde, de l'Atlantique jusqu'à l'Océan indien, par la vallée

par Silva Porto, — nous ne sachions pas qu'ils l'aient jamais prétendu, — le correspondant conteste à ce voyageur portugais la traversée de l'Afrique de l'ouest à l'est avant Livingstone. Sans doute le savant rédacteur des *Mittheilungen de Gotha* avait la berlue lorsque, dans les volumes de 1867 et de 1870 et dans les cartes qui les accompagnent, il rapportait cette traversée de Silva Porto (1853-1854) et en traçait l'itinéraire de Benguela à Mozambique! Peut-être le correspondant anonyme prête-t-il le même aveuglement au rédacteur du *Journal de la Société de géographie de Londres*, 1860, p. 136.

[1] Des Sociétés missionnaires anglaises publient des cartes dans lesquelles est désigné, sous le nom de Livingstonia, tout le territoire à l'ouest du lac Nyassa, du 9° au 16° lat. sud, du Tanganyika au Zambèze.

du Zambèze, accompagné de cent quatorze Ma-Kololo, qui, disaient-ils, « voulaient avoir des choses merveilleuses à raconter, et revenir couverts de gloire comme les braves qui étaient allés avec lui à Loanda. » En passant à Zoumbo, — le centre de la province portugaise réorganisée récemment, — Livingstone en fait remarquer la position admirablement choisie, les trafiquants portugais pouvant pénétrer au N.-N.-O. par la Loangoua, au S.-O. par le Zambèze, et à l'O. par le Kafoué. Mais c'était avec le nord qu'ils avaient le plus de relations. Plusieurs caravanes, celles du Dr Lacerda et de Pereira en particulier, avaient pénétré jusqu'à la résidence de Cazembé. Déjà alors existait le désir de voir établir une voie de communication entre Angola et Tété, comme moyen plus rapide de correspondre avec le Portugal que par le Cap de Bonne-Espérance [1].

A mesure que Livingstone approche de Tété, l'influence portugaise sur les tribus dont il traverse le territoire est plus visible. Le 2 mars 1856, à 8 milles de la ville, il s'arrête, harassé de fatigue, et envoie au commandant portugais, M. Sicard, les lettres d'introduction que lui avaient remises les autorités portugaises de la province d'Angola. Le lendemain matin, vers deux heures, il est réveillé par deux officiers et une compagnie de soldats qui apportent, comme il le dit, « tous les matériaux d'un déjeuner civilisé, et de plus une *machila* pour le porter à Tété. » Ses compagnons s'imaginent qu'on vient les attaquer et l'appellent avec effroi. Mais ils reviennent bien vite de leur frayeur, la caravane se met en marche et en peu d'heures fait son entrée à Tété. Ici, le commandant lui fait un parfait accueil. Mais laissons-le parler lui-même, car, pour se faire une idée du jugement qu'il porterait sur les procédés actuels du gouvernement britannique envers les Portugais, il faut l'entendre rapporter la réception faite à lui et à ses Ma-Kololo.

« Le commandant Tito Augusto d'Araujo Sicard fait tous ses efforts pour me sortir de l'état de maigreur où je me trouve réduit ; il insiste pour que je reste avec lui pendant tout le mois prochain, de manière à être assez vigoureux pour braver les effets du pays insalubre qu'il me reste à franchir ; il approvisionne généreusement de millet tous mes hommes, et, en les hébergeant dans l'une de ses maisons en attendant qu'ils aient construit leurs cases, il les préserve de la piqûre des tam-

[1] C'est en vue de réaliser ce désir que le gouvernement portugais a fait faire, par Serpa Pinto l'exploration de 1878-1879, et par Capello et Ivens celle de 1884-1885.

pans, insecte qui s'introduit dans le pied des indigènes et leur suce le sang[1]. »

Lord Clarendon et le comte de Lavradio avaient prévenu les autorités portugaises que Livingstone se rendait à la côte en suivant le Zambèze ; aussi le commandant Sicard eut, pour l'explorateur et pour ses gens, une bonté sans bornes. Décidé à revenir en Europe, et ne voulant pas renvoyer ses Ma-Kololo dans la vallée du Zambèze supérieur, il était forcé de les laisser à Tété. « Le commandant leur a donné des terres[2], où ils vont récolter de quoi vivre et, en attendant la moisson, il les a généreusement approvisionnés de blé. En outre, il a permis aux plus jeunes de chasser l'éléphant avec ses domestiques, afin qu'ils pussent, en en vendant l'ivoire et la chair, acheter différents objets pour emporter dans leur pays. Ils ont tous été ravis de la générosité du major et soixante-dix d'entre eux en ont immédiatement profité. Il m'avait été impossible de trouver de l'indienne pour vêtir mes hommes; mais le commandant a eu la bonté de leur fournir des vêtements, et de m'équiper moi-même des pieds à la tête. J'ai insisté pour qu'il acceptât en échange une certaine quantité d'ivoire ; il a refusé jusqu'au moindre dédommagement, et c'est avec une profonde reconnaissance que je me rappelle toutes ses bontés. J'ai reçu de ses nouvelles depuis mon retour en Angleterre; mes hommes avaient tué quatre éléphants dans les deux mois qui avaient suivi mon départ.....

« Le jour de mon arrivée, j'ai reçu la visite de tous les principaux habitants de la ville... Pas un d'eux ne se doutait de l'endroit où le Zambèze prend sa source... Mais ils connaissent beaucoup mieux que moi la région qui est au nord de Tété. L'un d'eux, qui avait accompagné le major Monteiro chez Cazembé, nous dit qu'il avait vu le Luapura ou Loapula se diriger vers le Luaméji ou Lyambye, où cette rivière avait son embouchure, bien plus loin que la ville de Cazembé ; il s'imaginait que, d'une manière ou d'une autre, le Luapura traversait la province d'Angola... »

[1] Voy. *Explorations dans l'intérieur de l'Afrique centrale et voyages à travers le continent, de St-Paul de Loanda à l'embouchure du Zambèze, de 1840 à 1856.* Trad. de Mme H. Loreau. Paris (Hachette et Cie), 1877, gr. in-8°, p. 622-646.

[2] Supposons que le gouvernement portugais ne les eût pas hébergés, et qu'ils eussent dû retourner au milieu des Ma-Kololo du haut Zambèze, ils y auraient partagé le sort de leur tribu, massacrée plus tard par les Ba-Rotsé, et leur nom n'apparaîtrait plus dans les cartes actuelles.

Ceux qui font à Livingstone l'honneur de la découverte du Nyassa ont sans doute oublié la page suivante de son premier ouvrage :

« Le señor Candido — remplissant à Tété les fonctions de juge — a visité un lac situé à quarante-cinq jours de marche au nord-nord-ouest de la ville ; c'est probablement le lac Maravi des géographes, puisque, pour y arriver, il a passé chez les tribus qui portent ce nom. Les habitants de la côte méridionale de ce lac s'appellent Shivas, ceux de la rive du nord, Mujaos ; ils donnent au lac dont ils habitent les rives, le nom de Nyanja ou Nyanjé, qui signifie simplement grande eau, ou lit d'une grande rivière... Le señor Candido a traversé le Nyanja dans l'une de ses parties les plus étroites, et il lui a fallu trente-six heures pour en effectuer le passage. Les pirogues furent manœuvrées pendant toute la traversée avec des crocs, et si nous admettons qu'elles aient franchi deux milles à l'heure, cela ferait supposer que le Nyanja pouvait avoir en cet endroit soixante-dix milles ou à peu près (plus de cent douze kilomètres). Ce lac est situé au milieu de très vastes plaines herbeuses, où les voyageurs marchèrent pendant sept ou huit jours sans rencontrer un arbre, et où ils furent obligés d'employer de l'herbe et des tiges de sorgho pour alimenter leur feu. Tous les habitants de cette région possèdent des bestiaux qu'ils vendent presque pour rien. Deux rivières s'échappent de l'extrémité méridionale du Nyanja : l'une, qui s'appelle comme le lac et va se jeter dans la mer sur la côte orientale, où elle change de nom [1] (?), et le Chiré qui, à son origine, porte le nom de Chiroua, et se dirige vers le Zambèze, où il a son embouchure un peu en aval de Senna. D'après les renseignements que le señor Candido a recueillis sur les lieux mêmes, le lac Nyanja serait tout simplement une expansion de la rivière dont il porte le nom... Le Chiré traverse un pays plat et marécageux, mais qui renferme une population nombreuse et, dit-on, d'un grand courage. Les Portugais ont vainement essayé de remonter cette rivière, le cours en est obstrué par une plante aquatique qui n'a pas besoin de terre pour végéter, et que les Portugais ont nommée alfacynia, à cause de sa ressemblance avec la laitue. En descendant le Zambèze, j'y ai moi-même trouvé, au confluent du Chiré, une énorme quantité de ces plantes que la rivière y charrie, et que le fleuve rejette sur ses rives, où elles gisent desséchées... »

Enfin, quant aux bons procédés de toutes les autorités portugaises :

« Le major Sicard me prêta un bateau qui avait été construit dans le

[1] Livingstone a sans doute dans l'esprit la Loujenda affluent de la Rovouma.

pays et me fit accompagner jusqu'à Quilimane[1] par le lieutenant Miranda; non seulement il m'approvisionna de tout ce qui pouvait m'être nécessaire, mais il donna des ordres au lieutenant pour que je n'eusse rien à payer jusqu'à la côte, et envoya dire à ses amis les señors Ferrao, Isidore, Asévédo et Nunès de me recevoir comme ils le recevraient lui-même. Tous m'ont donné des preuves de la plus généreuse bonté; je suis heureux de le reconnaître.

« Je comprends, au nombre des personnes qui m'ont donné tant de preuves de leur sollicitude, le gouverneur de Mozambique pour l'offre généreuse qu'il m'a faite de mon passage gratuit sur le shooner le *Zambèze,* appartenant à sa province, et je me souviendrai toujours de l'hospitalité que j'ai reçue chez le colonel Nunès et chez son neveu.

« D'après les témoignages du capitaine Parker et du lieutenant Hoskins, joints à mes propres observations, il est évident que le Zambèze remplit parfaitement toutes les conditions nécessaires aux besoins du commerce. Les Portugais se trouvent placés à l'entrée principale de cette grande voie du centre, et comme, en déclarant la franchise du port de Mozambique, ils ont prouvé leur désir de développer les ressources que présente cette province, on peut espérer qu'ils faciliteront, par tous les moyens dont ils disposent, les entreprises industrielles ou commerciales que l'on voudrait tenter au delà du territoire qu'ils occupent. Ils ne sauraient mieux témoigner de la sincérité de leurs intentions qu'en érigeant un phare pour guider les navires qui s'approcheraient de la côte et en établissant des pilotes zambéziens dans un village qu'ils fonderaient au havre de Mitilone[2].

« Le jeune roi de Portugal a envoyé des ordres pour que mes compagnons fussent nourris aux frais de la province de Mozambique jusqu'à

[1] Huit Ma-Kololo accompagnèrent Livingstone jusqu'à Quilimane. Ils auraient bien voulu venir à Londres avec lui; mais, dit le voyageur : « Comme je ne savais pas comment je reviendrais moi-même en Europe, je leur conseillai de retourner à Tété, où les vivres étaient abondants et où ils pourraient s'occuper en attendant mon retour. » Ce retour devait se faire attendre *deux ans !* Sans la générosité du commandant Sicard, tous les Ma-Kololo de Livingstone, pour lesquels l'Angleterre et les Sociétés anglaises ne firent absolument rien pendant ces deux ans, seraient tombés dans une misère profonde. L'Angleterre ignorait-elle que celui auquel était imposé l'entretien des porteurs de Livingstone, ne pouvait pas, depuis plusieurs années, recevoir son traitement, vu l'exiguité des ressources de la colonie?

[2] De 1871 à 1889 les Portugais ont érigé huit phares le long de la côte dans la province de Mozambique.

l'époque de mon retour. Cette conduite généreuse me fait espérer que les tentatives qui seront faites pour améliorer le sort des indigènes, pour développer leur intelligence, étendre le commerce et abolir la traite des nègres [1], seraient encouragées par S. M. dom Pedro. »

Citons encore ce que dit Livingstone de ses rapports d'alors avec les Sociétés missionnaires de l'Angleterre.

« La Société des missions de Londres a résolu de fonder un établissement dans le pays des Ma-Kololo [2], et un autre chez les Ma-Tébélé; les Wesleyens et principalement le corps énergique de la Free-Church trouveraient d'excellentes localités pour établir des missions parmi les Ba-Toka et les tribus voisines; le pays est si vaste, que les disputes et les froissements n'y sont pas à craindre; l'esprit de secte, d'ailleurs, disparaît complètement chez les hommes sincères, une fois qu'ils se trouvent au milieu des païens.

Les directeurs de la Société des missions de Londres à laquelle Livingstone avait exposé son projet de fonder des stations sur le Zambèze, lui répondirent « qu'ils se voyaient dans l'impossibilité de s'associer à aucun projet dont le but ne se rattacherait pas uniquement à la prédication de l'Évangile [3]. »

Après le rapport de Livingstone sur les généreux procédés des autorités portugaises de la province de Mozambique envers lui et envers ses Ma-Kololo, lord Clarendon, alors ministre des affaires étrangères, estima de son devoir d'en remercier officiellement le gouvernement de Lisbonne, par dépêches du 15 septembre et du 12 novembre 1856. La So-

[1] Il ne manque pas de publicistes qui, au mépris des témoignages les plus authentiques des autorités anglaises, ne cessent d'accuser la nation portugaise d'être esclavagiste. Nous avons sous les yeux des dépêches adressées au gouvernement britannique par les consuls de la Grande-Bretagne à Mozambique, de 1876 à 1889 : MM. Elson, O'Neill, Hawes, rendant tous le meilleur témoignage à MM. Carvalho, Francisco Maria da Cunha, A. do Castilho, Sarmento, gouverneurs de Mozambique, et à quantité d'officiers portugais de marine, pour les efforts déployés par eux en faveur de la suppression de la traite. Déjà le 24 septembre 1880, l'amiral Jones écrivait à l'amirauté anglaise : « La proclamation de liberté faite par les Portugais et la déclaration de l'illégalité de la traite dans leurs possessions ont beaucoup aidé le gouvernement anglais à la supprimer. »

[2] Il s'agissait alors des Ma-Kololo du haut Zambèze, aujourd'hui remplacés par les Ba-Rotsé. Ce ne fut que trois ans plus tard que Livingstone vit le Nyassa.

[3] Il est amèrement regrettable que les Sociétés écossaises ne se soient pas inspirées de l'esprit de la Société des missions de Londres.

ciété royale de géographie de Londres, alors présidée par sir Roderick Murchison, fit de même.

Au reste, les libéralités des administrateurs portugais envers Livingstone ne se bornèrent pas là. Lorsque, deux ans plus tard, en 1858, le gouvernement britannique lui confia la direction d'une expédition chargée de reconnaître le Zambèze, au point de vue de la navigation, il retrouve à Senna, le señor Ferrao, qui, dit-il, « offrit à toute l'expédition un déjeuner copieux, » et dont il fait le portrait suivant : « C'est un homme d'un grand cœur, d'une hospitalité large, d'une bienveillance et d'une générosité sans bornes. Le pauvre noir des provinces lointaines, qui traverse la ville, se rend tout droit chez lui, et n'en sort jamais sans avoir été rassasié. Quand la récolte manque, c'est le señor Ferrao qui nourrit les indigènes. Il y a des centaines de ses subordonnés qu'il ne voit jamais qu'en pareille occasion ; le seul bénéfice qu'il en tire est d'être leur chef patriarcal, d'apaiser leurs différends, de venir à leur secours et de leur sauver la vie quand la sécheresse produit la famine. »

Livingstone rencontra, chez le señor Ferrao, le major Tito d'Araujo Sicard qui lui offrit de lui aider dans son entreprise, et fit encore généreusement transporter à Tété les bagages de l'expédition.

Dès l'arrivée de Livingstone à Tété, les Ma-Kololo accoururent pour le voir, manifestant la joie la plus vive. Le commandant Sicard mit à la disposition de l'expédition l'hôtel du gouvernement[1] ; les Ma-Kololo y transportèrent les bagages et, Singéléka, le ménestrel de la bande, suivit les porteurs en agitant les clochettes du pays natal et en chantant des couplets énergiques, improvisés pour la circonstance.

Qui eût pu croire que, moins de trente ans plus tard, sous l'influence de missionnaires établis depuis quinze ans à peine dans le pays, ces mêmes Ma-Kololo en viendraient à oublier ce que les autorités portu-

[1] Ce n'est certes pas Livingstone qui dirait, comme le faisait sir J. Fergusson dans la séance du Parlement du 13 février dernier, que les droits du Portugal dans cette région n'étaient pas anciens, et que ce n'est qu'*après les découvertes de Livingstone* que les Portugais eurent l'idée de faire quelque chose pour cette région ! S'ils n'y eussent rien fait avant 1856, ils n'y auraient pas été pour recevoir l'explorateur écossais et ses Ma-Kololo, pour les soigner comme ils le firent. Sans leurs soins empressés, qui sait si Livingstone fût arrivé vivant à Quilimane, et ce qu'il serait advenu de ses cent et quelques Ma-Kololo, pendant les deux ans qui s'écoulèrent jusqu'au retour de celui qui leur avait dit de l'attendre à Tété.

gaises avaient fait pour eux, à leur dire, comme le triste personnage de Molière :

La maison est à nous, c'est à vous d'en sortir !

Qui eût pu supposer que, sous l'influence de ces mêmes missionnaires, ces Ma-Kololo se plaindraient de ce que le Portugal n'avait rien fait pour cette région et en viendraient jusqu'à s'opposer à main armée aux expéditions scientifiques portugaises ordonnées par le gouvernement et destinées à faciliter, par la création d'un chemin de fer, les communications entre Tété et le plateau sur lequel se trouvent les établissements missionnaires ! Qui se fût jamais imaginé que, sous l'influence de ces missionnaires, ces Ma-Kololo seraient entraînés à se rendre coupables du crime de félonie, au risque de s'exposer à une répression sanglante, et de laisser sur le terrain 172 de ceux que Livingstone avait quittés bien établis sous la protection de l'autorité portugaise !

Mais revenons au témoignage de Livingstone sur les bontés des autorités portugaises envers lui, et à ses Ma-Kololo, établis par le commandant de Tété, sur un territoire donné par lui comme représentant du gouvernement du Portugal. Évidemment, celui-ci ne leur a donné que ce qu'il avait le droit de donner, ce territoire appartenant au Portugal. Sur cette portion du sol de la colonie portugaise, les Ma-Kololo se sont multipliés; plusieurs de ceux qui étaient venus en 1856 des régions du haut Zambèze à la suite de Livingstone vivent encore. Le capitaine Trivier, qui les a visités dans leurs villages en octobre dernier, les présente comme braves à l'excès, bâtis en hercules, presque tous devenus chefs des villages où ils sont établis. Nombreux sur le bas Chiré, ils flottent entre quarante et soixante ans. Ce sont eux que les missionnaires de Blantyre et les agents de la Compagnie des Lacs, aidés de M. Buchanan, possesseur d'une plantation de café et de cannes à sucre à Zomba, mais faisant, en l'absence du consul anglais, les fonctions de consul intérimaire dans cette région, ont soulevés contre le gouvernement portugais pour les placer eux et leur territoire sous l'autorité britannique, et faire éclater le conflit préparé en Europe par la rupture des négociations relatives à la convention entre les cabinets de Londres et de Lisbonne.

Rappelons brièvement la suite de ces négociations :

Bientôt après la conclusion des traités avec la France et l'Allemagne, mentionnés dans notre précédent numéro, et reconnaissant au Portugal le droit d'exercer son influence entre ses colonies d'Angola et de Mozam-

bique, le cabinet de Lisbonne entama des pourparlers avec l'Angleterre pour s'entendre avec elle au sujet des droits des tiers réservés par les susdits traités. Ces droits des tiers, nous l'avons dit précédemment, n'étaient que des droits privés, de sociétés privées, missionnaires et commerciales, sans aucune charte royale analogue à celles que le gouvernement britannique a conférées depuis à la Royal Niger Company, à l'Imperial British East African Company, etc.[1]. Ces droits privés, jamais le cabinet de Lisbonne ne les a contestés; jamais il n'a menacé les Ma-Kololo de leur retirer le don qu'il leur a fait il y a trente ans du sol sur lequel ils sont établis; jamais il n'a contesté aux missionnaires la propriété des établissements de leurs stations, ni n'a cherché à restreindre leur liberté d'instruire les indigènes et de travailler à leur relèvement. Comme dans la colonie d'Angola, où les missionnaires du Bihé, de Saint-Paul de Loanda, de San Salvador, etc., travaillent avec une pleine liberté, sans que ni les propriétés, ni la liberté de conscience, d'enseignement, de culte, soient jamais menacées par l'autorité portugaise, dans les districts du Nyassa et du Chiré les missionnaires travaillaient en toute liberté. On ne prétendra pas que leur liberté ne fût pas complète, parce que le Portugal, fidèle aux engagements du blocus, refusa longtemps de leur laisser importer des armes et des munitions.

Dans le *Blue Book* qui vient d'être présenté au Parlement par ordre de Sa Majesté, nous avons compté, en moins d'un an, du 30 mai 1888 au 25 mai 1889, plus de soixante et dix dépêches relatives à des demandes de poudre, de cartouches, de revolvers, de fusils, même de mitrailleuses Gatlins, que le ministère britannique contraignit l'autorité portugaise de la colonie de Mozambique de laisser passer, malgré la prohibition de l'importation des armes et des munitions pendant la durée du blocus. Les missionnaires et les agents de la Société des Lacs affirmaient sur l'honneur qu'ils en avaient un besoin absolu pour se défendre. Le gouvernement anglais alla jusqu'à rendre les autorités portugaises responsables de tout ce qui pourrait arriver aux sujets britanniques, si ces armes et ces munitions étaient retenues à la douane de Quilimane. Il prit l'engagement de veiller à ce qu'elles ne servissent qu'à la

[1] Néanmoins, la dernière carte qui vient de paraître à Londres, attribue à la Compagnie anglaise des Lacs africains, tout le territoire qui s'étend du sud du Tanganyika à la région du Chiré. — Stanley's Explorations in Africa. A new Map showing all Stanley's explorations in the Dark Continent from 1868 to 1889. London (George, Philip and Son), 1890, 1 sh.

défense de ses sujets dans les stations du Chiré et du Nyassa, à ce qu'il n'en fût absolument pas vendu. Dans une dépêche du 3 mars 1888, il est question d'une demande du consul Hawes, qui sollicitait l'importation, franche de droits, de dix-neuf caisses d'armes, *propriété du gouvernement anglais!* Ceci nous rappelle que le Rev. Dr Kerr-Cross, de la mission de l'Église libre d'Écosse, écrivait le 1er août 1889, de la station de Karonga, au N.-O. du Nyassa : « Il est une chose qu'il faut que l'on sache en Angleterre, parce qu'elle est une honte pour notre nation. Presque tous les fusils employés par les Arabes chasseurs d'esclaves, sont de manufacture anglaise. Sur le plateau qui mène du Nyassa au Tanganyika, je puis l'affirmer, presque tous les fusils se chargeant par la culasse portent l'estampille : Tower, et le numéro de fabrication. Partout où vous allez dans cette partie de l'Afrique, si vous voyez un fusil dans la main d'un natif ou d'un Arabe, il est de fabrique anglaise. Le sang bout dans les veines quand on pense à l'œuvre dévastatrice pour laquelle ces armes sont mises entre les mains des esclavagistes par des hommes que l'on qualifie de *chrétiens hautement respectables* [1]. » On nous a demandé si les vendeurs n'étaient point des Portugais? A cette demande nous pouvons répondre par cet aveu de M. Buchanan, dans une dépêche du 8 mars 1889, à lord Salisbury : « Jusqu'ici la vente de fusils et de munitions, quoique les Anglais s'y livrent, a été maintenue dans des limites aussi étroites que possible. » Il y avait donc vente, malgré la promesse formelle du gouvernement anglais pour arracher aux autorités portugaises la permission d'importer au Chiré et au Nyassa des armes et des munitions. Si la vente des armes et des munitions se pratiquait malgré l'interdiction, que doit-elle être en temps ordinaire?

N'en déplaise à la *Semaine religieuse* de Genève, et malgré nos convictions protestantes et notre amour pour l'œuvre des missions, nous préférerions qu'il n'y eût aucun missionnaire écossais au Chiré et au Nyassa, plutôt que de voir les sommes d'argent demandées aux Églises pour convertir au christianisme les indigènes de cette région, employées à fournir des fusils et des cartouches à des hommes dont la pensée dominante est de convertir en possession britannique, au mépris des engagements les plus sacrés, un territoire donné aux Ma-Kololo par le gouvernement portugais.

En 1888, les Comités des deux Sociétés missionnaires écossaises

[1] Voy. *Central Africa, Monthly Record of the Work of the Universitie's Mission.* Janvier 1890, p. 11.

firent, auprès du gouvernement, des démarches pour obtenir son appui contre l'invasion dont la région du Nyassa était menacée par les Arabes. Des délégués de ces Comités eurent avec des membres du Parlement une Conférence dans laquelle ils exposèrent l'importance qu'il y avait pour l'Angleterre à conserver son influence dans cette partie de l'Afrique, et demandèrent en particulier « que les districts du Nyassa, au nord du Ruo, fussent déclarés comme appartenant à la sphère d'influence anglaise. » Mais, à la requête de plusieurs membres du Parlement, cette demande fut changée en une autre aux termes de laquelle le gouvernement était simplement *invité à prendre les mesures les meilleures pour assurer la sécurité des sujets et des intérêts anglais dans la région du Nyassa.*

Et cependant, d'après les dépêches publiées dans le *Blue Book* le gouvernement britannique, transformant en droits de souveraineté politique les droits purement privés des Sociétés anglaises, refusait, depuis 1887, au cabinet de Lisbonne de lui reconnaître aucun droit sur les districts du Nyassa et du Chiré, entre autres sur le territoire des Ma-Kololo, occupés par des commerçants anglais et des missionnaires. Il prétendait que toute cette région appartenait à la sphère d'influence anglaise, en attendant qu'on y proclamât le protectorat britannique.

« La souveraineté, » disait-il, « ne peut être reconnue qu'à la condition que le territoire soit occupé par une force suffisante pour y maintenir l'ordre, pour protéger les étrangers et surveiller les natifs. Le Portugal n'a point d'établissements à l'intérieur, il ne pourrait pas remplir ses devoirs internationaux. C'est au Dr Livingstone qu'est due la découverte du lac Nyassa; c'est à lui également qu'est due l'occupation des districts qui l'entourent et qui, dès lors, ont été constamment et exclusivement occupés par des sujets anglais ! »

Mais où donc étaient, où sont encore aujourd'hui les forces britanniques capables de maintenir l'ordre dans la région du Nyassa? Où étaient les hommes chargés d'y exercer la juridiction? Dans les établissements missionnaires, comme ceux de Blantyre! Le ministère anglais a-t-il oublié que quelques années auparavant ces mêmes missionnaires ont été censurés pour s'être attribué des fonctions judiciaires ! Et, en présence des Arabes, que répondait-il aux missionnaires et aux commerçants du Nyassa, sollicitant auprès de lord Salisbury des secours pour maintenir la sécurité des Anglais et des missions dans cette région? « Le gouvernement anglais n'a rien à voir dans ces affaires; la troupe aux ordres du capitaine Lugard ne recevra aucun secours du gouvernement; ces

questions ne concernent en rien l'Angleterre. Le gouvernement n'est pas indifférent aux intérêts anglais, mais il ne saurait assumer la responsabilité d'entreprendre une action militaire dans ces régions, car il est incontestable que le Portugal, vu la souveraineté qu'il possède sur les côtes, a le droit de l'exercer dans l'intérieur des terres. »

Ainsi parlait sir J. Fergusson à la Chambre des Communes au mois de mai de l'année dernière. Le Portugal avait donc non seulement le droit, mais encore le devoir d'occuper l'intérieur, de faire le nécessaire pour y maintenir l'ordre, d'y développer les facilités de communication soit pour le commerce, soit pour les approvisionnements des stations du Chiré, soit pour le progrès de la science. Et il y travaillait résolument. Nous ne voulons que rappeler à cet égard les expéditions de Cardozo et de Serpa Pinto pour le lever de la carte de tout le territoire situé entre la côte de l'Océan indien et le lac Nyassa, ainsi que les études entreprises pour l'établissement d'une voie ferrée à travers le pays des Ma-Kololo, destinée à relier Tété au Chiré supérieur, en amont des cataractes Murchison qui interrompent la navigation de cet affluent du Zambèze ; sans parler des expéditions préparées par le gouvernement portugais pour protéger les stations missionnaires et commerciales contre des tribus indigènes remuantes et contre les Arabes.

Mais alors, les mêmes hommes qui avaient reproché aux Portugais de ne rien faire, et qui s'en autorisaient pour chercher à transformer leurs droits privés en droits politiques, dès qu'ils virent le gouvernement de Lisbonne se mettre en devoir de remplir les conditions réclamées pour obtenir la reconnaissance de la souveraineté, s'opposèrent à ce que les Portugais vinssent à leur secours, et firent tout ce qu'ils purent pour empêcher la réalisation des expéditions scientifiques organisées par les autorités portugaises. Pendant que les délégués des Sociétés missionnaires et commerciales écossaises empêchaient lord Salisbury de signer la convention préparée entre les deux cabinets pour déterminer leurs sphères d'influence dans la région du Chiré et du Nyassa, là-bas, sur les lieux-mêmes, à Blantyre et sur le territoire des Ma-Kololo, M. Buchanan[1], travaillait, avec l'aide de M. Moir de la Compagnie des

[1] Croirait-on que, d'après le *Blue Book*, M. Buchanan, chargé par intérim des fonctions consulaires, n'a pas reçu, du cabinet britannique, une seule réponse aux vingt-sept dépêches adressées par lui au marquis de Salisbury, du 15 octobre 1888 au 11 novembre 1889, quoique, dans la plupart, il exprimât l'espoir que les mesures graves qu'il croyait devoir prendre avaient l'approbation du ministre ; que,

Lacs, et de MM. Scott frères, de la mission de Blantyre, à provoquer chez les Ma-Kololo un mécontentement intense contre les autorités portugaises, et à leur persuader de se soustraire à la juridiction de celles-ci

dans sa dépêche du 10 septembre 1889, il avouât avoir dépassé les instructions du ministre, et dans celle du 25 septembre, du pays des Ma-Kololo, il demandât positivement des instructions relatives pour sa conduite ultérieure! Ou bien lord Salisbury n'a pas répondu, et nous demandons pourquoi? Ou bien Sa Seigneurie a fait répondre, et nous demandons pourquoi les réponses sont soustraites à l'examen des représentants du peuple anglais dans le Parlement?

Parmi ces dépêches du *Blue Book*, nous relevons celle du 1er juin 1889, de Zomba, dans laquelle M. Buchanan rapporte à lord Salisbury une entrevue qu'il a eue, au consulat, sur son invitation, avec le chef Maliéma, plusieurs de ses notables et une respectable garde du corps de gens bien armés. Maliéma avait envoyé à Quilimane trois de ses hommes, qui y avaient reçu, des autorités de la colonie, des drapeaux portugais, dont un pour leur chef. D'autres Ma-Kololo, entre autres Mponda, en avaient également reçu. M. Buchanan fit valoir auprès de Maliéma les immenses avantages que les Anglais avaient procurés à ses sujets pendant les quelques années qu'ils avaient été dans le pays : hommes, femmes, enfants recevaient des étoffes et des perles en paiement de leur travail; des milliers de livres sterling avaient été dépensées pour sa plantation de café et de sucre! le bâtiment du consulat avait été, pour ses gens, une source de richesses; la station missionnaire de Domasi était tout près de son village, et faisait tout pour christianiser et civiliser ses gens, etc.

Après quoi M. Buchanan demanda à Maliéma si lui et ses gens désiraient devenir Portugais. La réponse, écrit M. Buchanan, fut négative. Là-dessus, il conseilla à Maliéma de renvoyer à Quilimane le drapeau portugais. C'était préparer les voies à la proclamation du protectorat britannique, par le même M. Buchanan, le 8 août suivant, et à la substitution aux drapeaux portugais des pavillons anglais qu'il distribua aux chefs ma-kololo.

Dans notre précédent numéro, nous avions attribué, sur de fausses informations, cette proclamation de protectorat au consul Johnston. D'après le *Blue Book*, — et aussi d'après le *Missionary Record of the Church of Scotland*, — la responsabilité en appartient à M. Buchanan, qui en informa lord Salisbury, espérant que son procédé aurait l'approbation du ministre. Mais, pas plus dans ce cas que dans les autres, le chef du cabinet ne daigna l'honorer d'une réponse.

Après avoir tout fait pour soulever les Ma-Kololo contre les autorités portugaises, lorsque le major Serpa Pinto, chargé, par décret du 30 mars 1889 du gouvernement portugais, de prendre toutes les mesures propres à permettre à l'expédition du chemin de fer d'exécuter son mandat, arrive à la frontière du territoire des Ma-Kololo, M. Buchanan lui en refuse le passage, « le pays étant placé, dit-il, sous le protectorat de S. M. la reine d'Angleterre, impératrice des

pour se placer sous le protectorat de l'Angleterre. Plusieurs semaines avant l'arrivée du consul Johnston, il proclamait, avec ou sans l'autorisation du cabinet de Londres, le protectorat britannique sur ce territoire où les ingénieurs du chemin de fer faisaient leurs études, y arborait le drapeau anglais, et voyait aussitôt ces Ma-Kololo, qui se croyaient protégés par les Anglais, attaquer l'expédition scientifique et succomber dans la tuerie qui devait résulter de l'arrivée du major Serpa Pinto, chargé par son gouvernement de veiller à ce que les ingénieurs du chemin de fer pussent exécuter la mission qui leur était confiée sans être molestés par les indigènes. Le rétablissement de l'ordre entraînait la disparition du drapeau britannique, dont l'enlèvement a donné l'occasion au ministère anglais d'adresser son ultimatum à celui de Lisbonne, comme si la tache imprimée à ce drapeau par le soulèvement des Ma-Kololo, entraînés à la rébellion par les agents anglais, n'était pas infiniment plus honteuse que celle qu'ont pu lui infliger les soldats de la troupe de Serpa Pinto.

Une dépêche du consul Johnston, du 26 août 1889, montre dans quelles dispositions arrivait Serpo Pinto. Rapportant une entrevue qu'il avait eue avec le major portugais, sur les bords du Chiré, M. Johnston écrit : « Il m'informa qu'il dirigeait une expédition scientifique et désirait passer à travers le pays des Ma-Kololo, mais que les chefs ma-kololo, excités par M. Moir de la Compagnie des Lacs, avaient refusé de le laisser passer. Il me demanda de chercher à les persuader de cesser leur opposition, sans quoi il y aurait guerre. Aucun chef africain ne l'avait arrêté jusque-là ; si les Ma-Kololo lui résistaient, les conséquences seraient sérieuses pour eux ; ses 731 hommes armés auraient bien vite raison de leur résistance. Il était préparé pour la guerre, mais il préférerait pouvoir passer pacifiquement à travers leur territoire pour atteindre la résidence de Mponda, sujet portugais sur le Nyassa, un des Ma-Kololo amenés là par Livingstone [1]. Je répondis que j'étais sûr que

Indes, etc. » Il termine la dépêche qu'il adresse à ce sujet au chef du gouvernement britannique, le 10 septembre, par ces mots :

« J'espère que Votre Excellence approuvera mon procédé. Je sens que j'ai pris sur moi une responsabilité qui dépasse les instructions que j'ai reçues de votre Seigneurie ; mais, après une longue conférence avec M. Johnston, consul de S. M. britannique...., j'ai l'assurance que Votre Seigneurie ne considérera pas comme une présomption de ma part les efforts que j'ai faits pour sauvegarder les intérêts anglais dans ce territoire. » Le *Blue Book* ne dit pas ce qu'en pense le ministre.

[1] C'est sur le territoire du chef ma-kololo Mponda que fut établie, au cap

les Ma-Kololo ne consentiraient jamais à le laisser passer avec une expédition armée si nombreuse, parce qu'ils détestaient les Portugais et leur supposaient des intentions politiques sur leur territoire. La guerre entre les Portugais et les Ma-Kololo fermerait le Chiré et menacerait sérieusement la vie et la propriété des sujets anglais sur le haut Chiré, et une agression de la part des Portugais pourrait avoir de sérieux effets sur les relations entre l'Angleterre et le Portugal. »

Mais qui donc avait amené cet état d'insécurité pour la vie et la propriété des sujets anglais sur le haut Chiré, si ce ne sont ces sujets anglais eux-mêmes en poussant à la résistance contre l'expédition du chemin de fer ces mêmes Ma-Kololo que Livingstone y avait laissés reconnaissants envers le Portugal, pour les terres qui leur avaient été données et pour les bienfaits dont ils avaient été comblés. Les missionnaires de Blantyre ont-ils oublié l'accueil gracieux que reçut, en 1875, des autorités politiques et religieuses de la colonie, l'expédition de M. Young, ancien officier de la marine britannique, chargé d'amener dans ce pays leurs prédécesseurs écossais?

Quels que puissent être les intérêts pécuniaires engagés dans les districts où se trouvent les établissements écossais, et que le gouvernement de S. M. la reine dit avoir pris aujourd'hui sous sa protection, avant le 8 août, il n'existait pour eux aucun protectorat britannique, et quant au territoire des Ma-Kololo, il n'a été placé sous le protectorat anglais qu'à la suite de manœuvres coupables qui, non seulement ont conduit les Ma-Kololo à commettre le crime de félonie, mais encore les ont envoyés, sans protection aucune de la part de ceux qui leur promettaient leur appui, à la bouche des canons portugais. Aussi comprend-on que le vieux compagnon de Livingstone, Mlauri, qui, d'abord, n'avait pas voulu engager la guerre contre l'autorité portugaise [1], trompé par les promesses de ceux qui lui avaient fait espérer aide et protection comme prix de sa trahison envers le Portugal, fût, comme le dit M. Trivier, « fort

Maclear, la première station des missions écossaises, nommée Livingstonia; elle a été dès lors abandonnée à cause de l'insalubrité du climat de cette partie du Nyassa.

[1] Dans une dépêche, à lord Salisbury, du 30 septembre 1889, M. Buchanan, avoue qu'à l'occasion du traité fait huit jours auparavant avec le chef ma-kololo Mlauri, ce fut lui, M. Buchanan, qui prêta, pour ce chef, le serment imposé par le dit traité. Nous lisons en effet, p. 155-156 du *Blue Book :*

« Nous, John Buchanan, consul intérimaire pour le Nyassa, jurons ici que Mlauli, ici présent, ayant une crainte superstitieuse de poser sa main sur le papier, m'a autorisé, en présence de Katunga et de Maséa, chefs ma-kololo, et d'un grand

mécontent envers les Anglais, qu'il demandât à grands cris la paix, et qu'il fût prêt à satisfaire à toutes les exigences de Serpa Pinto [1]. »

En présence du sang versé sur le territoire où Livingstone avait vu ses braves Ma-Kololo établis par le gouverneur de Tété, nous croyons l'entendre, lui dont la devise de famille était : « Sois honnête, » reprocher aux missionnaires et aux agents consulaires leurs procédés déloyaux envers le Portugal, et rappeler au gouvernement britannique, qui a pris occasion de la répression sanglante de Serpa Pinto pour menacer d'une rupture un État naguère encore ami, la parole que Gladstone prononçait après la guerre des Anglais contre le Transvaal : « Nous avons eu tort. » Réconciliez-vous avec le Portugal, et exigez des missionnaires et des agents de la Compagnie des Lacs qu'ils cessent leurs menées politiques dans un territoire sur lequel, jusqu'en juillet de l'an dernier, vous l'avez déclaré vous-mêmes, l'Angleterre n'avait aucun droit de protectorat ! Dans tous les cas, acceptez l'arbitrage demandé par le Portugal, ou mieux encore réclamez d'une Conférence internationale la détermination du sens sphère d'influence introduit dans la langue depuis l'Assemblée de Berlin, et la reconnaissance du principe qu'il soit interdit aux sociétés privées missionnaires d'intervenir dans le domaine politique !

Ami des missions et des missionnaires, nous estimons parler dans leur intérêt et dans l'intérêt de l'œuvre excellente à laquelle ils se consacrent, en même temps que dans l'intérêt de l'Afrique et des indigènes africains. Il ne faut pas que les conflits qui peuvent s'élever à l'occasion des possessions européennes en Afrique risquent de provoquer, entre les États civilisés, des guerres auprès desquelles les guerres intestines que l'on désire faire cesser dans le continent noir ne sont que jeux d'enfants.

Nous voudrions espérer que les voix nombreuses qui s'élèvent en

nombre de ses gens et de tous les témoins soussignés, à faire en son nom la marque ci-dessus — une croix —.

John Buchanan, consul intérimaire.
John-W. Moir, directeur de l'African Lakes Company.
Adam Mc Culloch, commerçant.
Donald Malotta.
Thomas Faulkner.
Fred. »

[1] Ce sentiment était partagé par les autres chefs ma-kololo. Masea et Katunga écrivaient à M. Buchanan, le 28 octobre : « La guerre est l'affaire des blancs, et vous avez trompé les chefs. » Le vieux Mlauri n'a pas voulu accepter le nouveau drapeau anglais par lequel M. Buchanan comptait remplacer celui que les Portugais ont enlevé.

Europe et dans l'Angleterre même pour demander au cabinet britannique d'accepter l'arbitrage réclamé par le Portugal seront entendues. Certainement Livingstone joindrait sa voix à celles-là, lui qui, après avoir énuméré tous les témoignages de généreuse hospitalité dont l'avaient comblé les autorités de la colonie portugaise, écrivait : « J'insiste d'autant plus sur cet accueil bienveillant et désintéressé, que les Portugais ne jouissent pas en Angleterre d'une excellente réputation... Je m'estimerais personnellement récompensé de mes efforts, si la déclaration que je fais ici de la générosité dont ils m'ont donné tant de preuves, faisait concevoir à mes compatriotes une idée plus haute du caractère portugais... »

BIBLIOGRAPHIE [1]

Léon Béthune. Les missions catholiques d'Afrique. Lille (Desclée, de Brower et Cie), 1889, in-8°, 320 p. et carte. Fr. 4. — Cet ouvrage est un tableau très intéressant et très complet de l'organisation et de l'expansion des missions catholiques en Afrique. M. le baron Léon Béthune, qui remplit des fonctions diplomatiques et préside une des sections belges de l'Association anti-esclavagiste, a consulté des sources nombreuses; journaux et annuaires des missions, bulletins des corporations religieuses, récits personnels des missionnaires, revues des missions protestantes, documents officiels, narrations des voyageurs, et c'est en condensant, en résumant d'une manière méthodique ces divers documents, qu'il a rédigé l'ouvrage que nous annonçons. L'Afrique entière est passée en revue dans huit chapitres successifs, en commençant par l'Afrique septentrionale et en continuant par l'Ethiopie, l'Afrique australe et l'Afrique occidentale, c'est-à-dire en suivant l'ordre adopté dans notre bulletin mensuel. Aucune région importante n'est oubliée parce qu'il n'en est aucune où ne se soit pas portée l'activité des missionnaires catholiques. Quelle vigoureuse impulsion leurs missions ont reçu durant ce siècle! En 1830, il n'existait dans l'Afrique continentale, en dehors des diocèses d'Angola et de Mozambique, que les missions des États barbaresques et du Sénégal. Quelques prêtres entretenaient encore la foi catholique à Maurice, la Réunion, ainsi que dans les îles de l'Atlantique. Aujourd'hui, l'Afrique avec les îles est divisée, au point de vue catholique, en 56 cir-

[1] On peut se procurer à la librairie H. Georg, à Genève et à Bâle, tous les ouvrages dont il est rendu compte dans l'*Afrique explorée et civilisée.*